

RCS : PONTOISE
Code greffe : 7802

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PONTOISE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2023 B 03038
Numéro SIREN : 952 606 481
Nom ou dénomination : A2S

Ce dépôt a été enregistré le 26/05/2023 sous le numéro de dépôt 8323

A2S
Société par actions simplifiée
Au capital de 5 000 euros
Siège social : 16 Avenue de Bourgogne ZI DES BETHUNES
95310- SAINT-OUEN-L'AUMONE
RCS PONTOISE - En cours d'immatriculation

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

Capital souscrit : 5 000 Euros divisé en 5 000 actions de 1 Euro de nominal chacune

NOM, PRENOMS, ADRESSE	APPORTS	APPORTS LIBERES	ACTIONS SOUSCRITES
M. Sébastien BIARD 636 Rue de la Clémenterie 78670 - Villennes-sur-Seine	5 000 euros	5 000 euros	5 000
TOTAL	5 000 euros	5 000 euros	5 000

Fait à Villennes sur Seine
Le 12/05/2023

Le Président
Monsieur Sébastien BIARD

BANQUE DES PME IDF NORD
CREDIT AGRICOLE ILE DE FRANCE
12 RUE ANDRE CAMPRA
LA PLAINE ST DENIS
93210 LA PLAINE ST DENIS
Tél. :
Fax :

V / réf.: 65099000613
N / réf.: DEBORAH WARY

Attestation de dépôt

pour constitution de capital social
(Articles L225-5 et R225-6 du code de commerce)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France dont le siège social est sis à : 26 quai de la Rapée 75012 Paris atteste

qu'il a été déposé le 11/05/2023 par Mr BIARD Sébastien fondateur - conformément à la réglementation en vigueur -

- Au compte spécial bloqué n° 65099000613
ouvert au nom de la Société en formation, dénommée SAS A2S
au capital de 5 000,00 EUR
sans appel public à l'épargne
dont le siège social est établi à 16 AVENUE DE BOURGOGNE 95310 ST OUEN L'AUMONE
la somme de 5 000,00 EUR représentant la partie libérée soit : 100,00 % du capital social
- Une liste comportant les membres fondateurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux (ci-après annexée).

La Caisse Régionale agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Fait à LA PLAINE ST DENIS, le 11 Mai 2023

CHRISTOPHE BRUNAUD
Le responsable de pôle



Liste des fondateurs

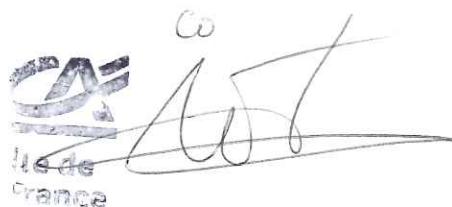
Société : SAS A2S

Compte n° 65099000613

Liste des personnes physiques

Prénom Nom	Date de naissance	Montant versé en €
BIARD Sébastien	21/04/1991	5 000,00

CHRISTOPHE BRUNAUD
Le responsable de pôle



A2S

Société par actions simplifiée
Au capital de 5.000 Euros
Siège social : 16 avenue de Bourgogne - ZI DES BETHUNES
95310 – Saint-Ouen-l'Aumône.

En cours d'immatriculation au RCS de PONTOISE



STATUTS CONSTITUTIFS



LE SOUSSIGNE :

- ♦ **Monsieur Sébastien BIARD**
Né le 21 avril 1991 à CONFLANS-SAINT-HONORINE (78700)
De nationalité française
Demeurant au 636 rue de la Clémenterie à VILLENES SUR SEINE (78670)
Lié par un pacte civil de solidarité avec Madame Séléna Sabrina Kimberley DAGICOUR, née le 3 mai 1995 à Dieppe (Seine-Maritime), enregistré à Nanterre le 26 mars 2019.

A arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée unipersonnelle qu'il a décidé de constituer.

TITRE I
FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE SOCIAL

Article 1 - Forme

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par Actions Simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

Article 2 - Objet

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La prise de participation dans toutes sociétés, la gestion et la mise en place des politiques générales et des stratégies de développement de ses filiales ;
- La prestation de services et de conseils dans les domaines marketing, stratégie de développement, distribution, logistique ;
- L'acquisition, la propriété, la gestion, l'administration par tous moyens à sa convenance, de l'ensemble de ces participations qu'elle viendrait à acquérir ;
- Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant contribuer à son développement.

Article 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est : **A2S**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée.

Article 4 - Siège social

Le siège social de la Société est fixé : **16 Avenue de Bourgogne – ZI DES BETHUNES
95310 – Saint-Ouen-l'Aumône.**

Il peut être transféré en tout autre endroit par décision du Président.

Article 5 - Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision de l'associé unique ou par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

Article 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2023.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS

ATTACHES AUX ACTIONS

Article 7 - Apports

Apport en numéraire

L'associé unique soussigné fait apport à la société de la somme de CINQ MILLE EUROS (5.000 €), correspondant à la souscription de la pleine propriété de 5.000 actions d'une valeur nominale de UN (1) Euro chacune.

Laquelle somme en numéraire de CINQ MILLE EUROS (5.000 €) a été déposée sur un compte ouvert au nom de la société en formation auprès de la banque CREDIT AGRICOLE ILE DE FRANCE Agence sise 12 Rue André Campra – 93210 LA PLAINE SAINT DENIS, ainsi que l'atteste le certificat dudit dépositaire en date du 11 mai 2023.

Article 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLE EUROS (5.000 €). Il est divisé en 5.000 actions d'UN EURO (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie, et intégralement souscrites par l'associé unique.

Article 9 - Comptes courants

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

Article 10 - Modifications du capital social

10.1. Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

10.2. L'associé unique ou la collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

10.3. En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés (s'ils sont plusieurs) ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

10.4. Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE III **ACTIONS**

Article 11 - Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la Société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 12 - Droits et obligations attachés aux actions

12.1. Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

12.2. Chaque action donne droit à un droit de vote simple.

12.3. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

12.4. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

12.5. Si une action est grevée d'un usufruit, l'usufruitier, sous réserve du droit de participation à l'assemblée du nu-propiétaire, ci-après défini, exerce seul le droit de vote attaché aux titres dont la propriété est démembrée, à l'exception des décisions concernant la fusion, la dissolution, la liquidation de la Société, lesquelles sont du ressort du nu-propiétaire. Le nu-propiétaire doit, en toute hypothèse, être régulièrement convoqué aux assemblées générales dans lesquelles l'usufruitier exerce seul le droit de vote. En sa qualité d'associé, le nu-propiétaire bénéficie du droit d'information et du droit de communication des documents sociaux. Il émet un avis consultatif sur les résolutions soumises au vote de l'usufruitier et peut obtenir que soient consignées dans le procès-verbal de la délibération de l'assemblée ses observations éventuelles ; la même faculté lui est offerte en cas de consultation écrite.

12.6. Les héritiers et ayants droit ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la Société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

Article 13 - Libération des actions

13.1. Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

13.2. A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV
CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

Article 14 - Transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

Tant que la société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement même au profit de tiers

Article 15 - Location d'actions

La location des actions est interdite.

TITRE V
ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 16 - Président de la Société

16.1. La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

16.2. Le Président est désigné par l'associé unique ou par la collectivité des associés pour une durée indéterminée à défaut de précision contraire.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

16.3. Le Président fixe sa rémunération

16.4. Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée UN (1) mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

Le Président peut être révoqué à tout moment sur juste motif, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

En outre, le Président est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- ✶ dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- ✶ exclusion du Président associé ;
- ✶ interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

19.5. Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 17 - Représentation sociale

Les délégués du Comité social et économique exercent les droits prévus par l'article L 2312-5 et suivants du Code du travail auprès du Président, conformément à l'article L2312-76 du Code du travail.

TITRE VI

CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 18 - Conventions réglementées

18.1 Conventions réglementées

Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la Société et son président, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à un pourcentage défini par la loi ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, donnera lieu, dans la mesure où la loi l'exige, à l'établissement d'un rapport par le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, par le Président de la Société.

La procédure d'approbation des conventions dites réglementées s'effectue dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

18.2 Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux dirigeants personne morale ou personne physique, leurs conjoints, ascendants et descendants ainsi qu'à toute personne interposée, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Article 19 - Commissaires aux comptes

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux

Comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, s'il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII **DECISIONS COLLECTIVES - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES**

Article 20 - Décisions réservées aux associés

23.1. Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci perd son caractère unipersonnel.

23.2. La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, renouvellement et révocation du Président
- Nomination et renouvellement des Commissaires aux Comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Extension ou modification de l'objet social ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- Transformation de la Société en une autre forme ;
- Prorogation de la durée de la Société ;
- Agrément des cessionnaires d'actions ;
- Exclusion d'un associé ;
- Adoption ou modification de clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions, à l'exclusion d'un associé ;
- Dissolution de la Société ;
- Nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.

Toute autre décision relève de la compétence du Président.

Article 21 - Condition de quorum et de majorité

21.1 Droit de vote

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins, sauf disposition statutaire contraire.

21.2 Mandat

Les associés peuvent se faire représenter aux assemblées et aux visioconférences par un autre associé. Les pouvoirs peuvent être donnés par tout moyen écrit (mail ou par courrier) et être transmis au Président au plus tard au début de la réunion. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

21.3 Quorum et majorité

Il n'y a pas de plafonnement des voix ni de quorum.

a) Unanimité

Outre les décisions expressément prévues par les dispositions légales, doivent être adoptées, à l'unanimité des associés disposant du droit de vote, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après ayant pour objet :

- La transformation de la Société en société d'une autre forme ;
- La modification des règles relatives aux conditions de majorité et de droit de vote des décisions collectives ;
- La modification des règles relatives aux conditions d'affectation du résultat ;
- L'adoption ou la modification des clauses statutaires d'inaliénabilité des actions, d'information lors du changement de contrôle d'une société associée ou d'exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote ;
- Le changement de nationalité de la société.

b) Majorité des trois quarts

Les décisions collectives extraordinaires des associés sont adoptées à la majorité des associés disposant ensemble du deux tiers des actions composant le capital social de la société dès lors qu'elles concernent :

- La dissolution anticipée de la Société,
- La nomination du Président
- La révocation du Président
- Fusion ou scission, apports partiels d'actif,

c) Toutes les autres décisions collectives que celles visées au § a) et b) ci-devant, constituent des décisions collectives ordinaires et sont adoptées à la majorité absolue des voix des associés, disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Toute décision non expressément soumise à une décision collective des associés relève de la compétence du Président.

Article 22 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont adoptées, au choix du Président, soit (i) en Assemblée Générale, soit (ii) par voie de consultation écrite, soit (iii) par visioconférence ou autre moyen moderne de télétransmission. Elles peuvent également résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés. La tenue d'une Assemblée est de droit si la demande en est faite par au moins deux Associés.

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président, ou par un mandataire désigné en justice.

Lorsque l'initiateur de la consultation n'est pas le Président, la décision collective est alors impérativement prise en assemblée générale, à l'exclusion de toute autre forme de consultation.

22.1 Assemblées

La convocation est faite par tous procédés de communication écrite huit jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

L'ordre du jour est arrêté par le Président.

Dès la convocation, le texte du projet des résolutions proposées et tous documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés par simple lettre, soit à leurs frais par lettre recommandée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

22.2 Consultations écrites

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi aux associés ;
- la date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

22.3 Visioconférence ou autre moyen moderne de télétransmission

En cas de consultation de la collectivité des associés par visioconférence ou autre moyen moderne de télétransmission, la convocation indique les modalités techniques qui permettront à chaque associé de rejoindre la visioconférence ou la réunion virtuelle. Chaque associé qui usera de ces moyens est réputé présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

À l'issue de la consultation et dans les meilleurs délais, le Président établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance portant :

- l'identité des associés présents ou représentés et le nom des mandataires
- le résumé des débats,
- les incidents techniques survenus,
- ainsi que, pour chaque résolution, l'identité des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption, rejet ou abstention)

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est communiquée au Président par le même moyen.

Article 23 - Droit d'information des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Article 24 - Procès-verbaux des décisions

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par un procès-verbal, dressé et signé par le Président et retranscrit sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

La copie des procès-verbaux au titre des trois dernières années sera transmise par mail à tout associé qui en fait la demande à la société.

TITRE VIII **COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS**

Article 25 - Comptes annuels

À la clôture de chaque exercice, le Président établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Dans la mesure où la loi l'exige, il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

Article 26 - Affectation et répartition des résultats

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'associé unique ou la collectivité des associés décide sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation et l'emploi.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision de la collectivité des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE IX

LIQUIDATION – DISSOLUTION – TRANSFORMATION – CONTESTATIONS

Article 27 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'associé unique ou par décision collective des associés.

La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué l'associé unique ou est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 28 - Nullité d'une clause

Si l'une quelconque des clauses des présents statuts était déclarée nulle ou inapplicable, elle seule serait réputée non écrite mais n'entraînerait pas la nullité des présents statuts.

A cet égard, il est expressément convenu que toute disposition est indépendante des autres et que les présents statuts seront interprétés dans tous les cas comme si la disposition nulle ou inapplicable n'avait jamais existé.

Article 29 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de Commerce du lieu du siège social.

TITRE X DISPOSITIONS TRANSITOIRES

NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Est désigné en qualité de Président de la Société pour une durée indéterminée :

Monsieur Sébastien BIARD, de nationalité française, né le 21 avril 1991 à Conflans-Sainte-Honorine (78100) demeurant au 636 rue de la Clémenterie à Villennes Sur Seine (78670)

Monsieur Sébastien BIARD ainsi nommé accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Le soussigné déclare que, préalablement à la signature des présents statuts, il a été conclu pour le compte de la Société, les actes suivants :

- ☒ Une convention d'honoraire en vue de la constitution de la société
- ☒ Ouverture de tous comptes bancaires au nom de la Société,
- Signature d'une convention de mise à disposition de bureau avec la société CERGY VIS.

Du seul fait de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés, les engagements résultant de ces actes seront repris, rétroactivement, dès leur naissance et de plein droit, par la Société.

FORMALITES DE PUBLICITE – IMMATRICULATION – FRAIS

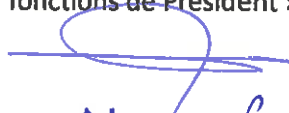
Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

A compter de l'immatriculation, tous les frais relatifs à la constitution seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Fait à

Le 12/05/2023

En deux exemplaires originaux.

Associé	Président
Sébastien BIARD 	Sébastien BIARD « Bon pour acceptation des fonctions de Président »  <i>Bon pour acceptation des fonctions de Président</i>